

Rapport d'activité au 31 mars 2009

1	CHIFFRES CLES CONSOLIDES (NON AUDITES)	PAGE 2
2	ANALYSE DES RESULTATS (NON AUDITES)	PAGE 4
3	COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITES)	PAGE 13



bringing materials to *life*™

1. Chiffres clés consolidés (non audités)

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

On notera que, sur la plupart de nos marchés, la part du premier trimestre dans notre chiffre d'affaires et notre résultat d'exploitation annuel est assez faible, du fait du caractère saisonnier de nos métiers.

Chiffre d'affaires

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2009	2008	
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	1 107	1 506	- 26%
Amérique du Nord	533	655	- 19%
Moyen-Orient	426	269	58%
Europe centrale et de l'Est	175	318	- 45%
Amérique latine	207	233	- 11%
Afrique	622	551	13%
Asie	559	468	19%
<i>Par branche</i>			
Ciment	2 186	2 374	- 8%
Granulats et béton	1 096	1 232	- 11%
Plâtre	344	392	- 12%
Autres	3	2	-
Total	3 629	4 000	- 9%

Résultat d'exploitation courant

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2009	2008	
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	80	208	- 62%
Amérique du Nord	(151)	(81)	-
Moyen-Orient	99	78	27%
Europe centrale et de l'Est	12	75	- 84%
Amérique latine	41	50	- 18%
Afrique	177	127	39%
Asie	77	55	40%
<i>Par branche</i>			
Ciment	384	469	- 18%
Granulats et béton	(64)	26	-
Plâtre	17	20	- 15%
Autres	(2)	(3)	-
Total	335	512	- 35%

Autres chiffres clés

(millions d'euros, sauf résultat net par action)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2009	2008	
Résultat net part du Groupe	(17)	150	-
Résultat par action ⁽¹⁾ (en euros)	(0,08)	0,69	-
Cash Flow libre ⁽²⁾	(253)	(178)	-
Dette nette	17 680	16 135	10%

(1) Résultats par action retraités sur la base d'un coefficient de 1,1510 appliqué au nombre moyen d'actions afin de prendre en compte l'augmentation de capital effectuée le 28 avril 2009. Nombre moyen de titres en circulation avant retraitement : 189,0 millions en 2008, 194,8 millions en 2009.

(2) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation après déduction des investissements de maintien.

2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation courant, ainsi qu'aux volumes vendus comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2009

- Les résultats du premier trimestre reflètent la saisonnalité. Ils se traduisent habituellement par un résultat net faible qui ne préfigure pas des résultats de l'année pleine ou des trimestres à venir.
- Le ralentissement économique et les mauvaises conditions météorologiques ont eu un effet négatif sur les volumes et les marges.
- Le Groupe poursuit la mise en œuvre de ses actions énergiques pour accroître son cash-flow.
- Lafarge bénéficie pleinement de son portefeuille géographique d'actifs cimentiers, avec notamment une croissance en volumes de 17% au Moyen-Orient, de 9% en Afrique et de 7% en Asie.
- La marge brute d'exploitation de la branche Ciment est stable à 24,5%, grâce à une stricte maîtrise des coûts.
- Les prix restent globalement bien orientés, en ligne avec l'inflation des coûts.

AVANCEES SIGNIFICATIVES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE 4,5 Md€ POUR RENFORCER LA STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

- Succès de l'opération d'augmentation de capital de 1,5 Md€ lancée en avril 2009. Le résultat de cette opération a été affecté à la réduction des tranches A1 et A2 de la ligne de crédit liée à l'acquisition d'Orascom. Le solde restant de la tranche A2 devrait être remboursé avant fin juin 2009 par la nouvelle ligne de crédit disponible de 1 Md€, faisant disparaître le covenant qui y était associé.
- Poursuite de la mise en œuvre rapide du programme de réduction de coûts de 400 M€ d'ici 2011.
- Réalisation de plus de 230 M€ de cessions sur un total annoncé de 1 Md€ en 2009.
- Forte réduction des investissements de maintien.
- Ensemble des actions en ligne avec le plan de 3,5 Mds€ visant la réduction de la dette.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au premier trimestre 2009, le chiffre d'affaires consolidé, à 3 629 millions d'euros, s'est inscrit en baisse de 9,3% par rapport au premier trimestre 2008. La forte baisse des volumes observée en Europe et en Amérique du Nord dans l'ensemble de nos divisions a été en partie compensée par la croissance des marchés du ciment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. En Europe et en Amérique du Nord, l'impact de conditions de marché difficiles, conséquences de la crise économique actuelle, a été amplifié par des conditions climatiques défavorables sur les deux premiers mois de l'année, notamment comparées à un hiver 2008 clémente. Les prix sont restés fermes dans la plupart des pays, en ligne avec l'inflation des coûts de production, ne compensant que partiellement l'effet de la baisse des volumes. Le chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants s'est ainsi inscrit en baisse sur le trimestre (-11,0%). La consolidation en 2009 des activités d'Orascom sur l'ensemble de la période (contre seulement deux mois au premier trimestre 2008), a contribué positivement à l'évolution du chiffre d'affaires. En revanche, ce dernier a subi l'impact négatif des cessions de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte et de nos activités en Italie (respectivement en mai et en décembre 2008) ainsi que de la déconsolidation de nos activités au Venezuela à partir du 1er octobre 2008. Notre division Granulats & Béton a bénéficié quant à elle des effets de la consolidation de joint-ventures au Moyen-Orient et des activités récemment acquises en Inde. Les variations de périmètre ont eu un impact net positif sur notre chiffre d'affaires (+ 3,0% sur le trimestre) tandis que celles de change ont eu un impact légèrement défavorable (-1,3%), principalement lié à la dépréciation de la livre sterling, du zloty polonais et du dollar canadien vis à vis de l'euro, en partie contre-balançée par l'appréciation du dollar US et de la livre égyptienne.

Sur la période, le résultat d'exploitation courant a baissé de 34,6% (- 35,7% à périmètre et taux de change constants), reflétant principalement l'effet sur le trimestre de la baisse des volumes dans l'ensemble des divisions, en partie compensé par l'amélioration des prix et par les importants efforts de réductions de coûts.

Dans notre division Ciment, la croissance vigoureuse enregistrée au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie a atténué l'impact des conditions difficiles en Europe et en Amérique du Nord. En revanche, notre division Granulats & Béton, qui réalise la majeure partie de son activité sur ces derniers marchés, a enregistré la plus forte baisse de résultat d'exploitation courant sur le trimestre.

Il faut souligner qu'historiquement, le premier trimestre représente une part relativement faible de notre chiffre d'affaires, et encore plus faible de nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. Par ailleurs, on peut observer des variations significatives d'une année sur l'autre en raison des conditions climatiques, lesquelles s'étaient avérées particulièrement favorables au premier trimestre 2008.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	Variation à taux de change et périmètre constants
	2009	2008		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 335	2 554	- 8,6%	- 8,1%
Résultat d'exploitation courant	384	469	- 18,1%	- 21,4%

La croissance des marchés observée au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie ainsi que des tendances de prix en hausse, en ligne avec l'inflation des coûts, n'ont pas suffi à compenser l'impact de la forte baisse des volumes en Europe et en Amérique du Nord, reflétant le ralentissement économique et des conditions climatiques défavorables sur les deux premiers mois de l'année. La consolidation des activités d'Orascom sur toute la période (contre seulement deux mois au premier trimestre 2008), a contribué positivement aux résultats du trimestre. Cet impact positif s'est vu atténué par les effets de la déconsolidation de certaines de nos activités en Egypte, en Italie et au Venezuela.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires **€475 millions à fin mars 2009 (€682 millions en 2008)**

Résultat d'exploitation courant : **€64 millions à fin mars 2009 (€132 millions en 2008)**

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant se sont inscrits en baisse de respectivement 26,7% et 52,5%. Des baisses de volumes à deux chiffres dans l'ensemble des pays ont entraîné cette contraction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant sur le trimestre. Cette évolution traduit la morosité du marché, conséquence de la crise économique mondiale et des conditions climatiques défavorables observées sur les deux premiers mois de l'année. Les prix ont augmenté en ligne avec l'inflation des coûts dans tous les pays, à l'exception de l'Espagne. Une maîtrise des coûts rigoureuse a atténué la détérioration des résultats.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires **€211 millions à fin mars 2009 (€266 millions en 2008)**

Résultat d'exploitation courant : **€-61 millions à fin mars 2009 (€-17 millions en 2008)**

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a baissé de 26,3%. La perte d'exploitation courante s'est creusée pour atteindre 61 millions d'euros sur le trimestre, traduisant la baisse des volumes liée à la morosité du marché et à un hiver très rigoureux. Les ventes ont chuté aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada (de 25,9% et de 27,2% respectivement). Les prix sont restés stables par rapport à 2008. Une maîtrise des coûts rigoureuse a permis d'atténuer l'impact de la hausse des coûts de production.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires

€1 649 millions à fin mars 2009 (€1 606 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant :

€381 millions à fin mars 2009 (€354 millions en 2008)

Sur les marchés émergents, l'évolution de notre chiffre d'affaires reflète des tendances contrastées d'une région à l'autre. Le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie, notamment la Chine, ont continué à enregistrer une croissance vigoureuse, tandis que l'Europe centrale et de l'est était sévèrement touchée par le ralentissement du marché et par des conditions climatiques défavorables en comparaison de l'hiver clément qui avait marqué l'année 2008. Les prix sont globalement en hausse, en ligne avec l'inflation des coûts. Le résultat d'exploitation courant a progressé, reflétant la vitalité des marchés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, l'amélioration globale du niveau des prix, une maîtrise des coûts rigoureuse ainsi que les effets positifs de l'acquisition des activités cimentières d'Orascom. Ces éléments ont largement compensé l'impact des conditions défavorables en Europe centrale et de l'est, notamment en Russie.

Au Moyen-Orient, la vitalité du marché dans la plupart des pays a conduit à une forte progression de notre chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants (en hausse de 25,6%). La consolidation des activités cimentières d'Orascom a fortement soutenu les résultats alors que la demande sur les marchés clés de la construction restait vigoureuse, notamment en Egypte et en Irak, où nous avons par ailleurs pleinement bénéficié de notre nouvelle usine à Bazian. En Egypte, nous avons augmenté nos prix afin de réduire l'impact de la forte augmentation des coûts de production, notamment des coûts énergétiques. En Jordanie, les prix ont diminué par rapport à l'année dernière, reflétant la baisse des coûts énergétiques. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en légère baisse (-5,5%).

En Europe centrale et de l'est, notre chiffre d'affaires domestique a diminué de 37,3% à périmètre et taux de change constants. Après deux années record, ces marchés ont été sévèrement touchés au premier trimestre par la contraction du marché immobilier due à la crise économique, et par des conditions climatiques défavorables par rapport à l'année dernière. Malgré les hausses de prix mises en œuvre dans la plupart des pays, conjuguées à une maîtrise rigoureuse des coûts, la baisse des volumes et la faiblesse des prix en Russie liée aux pressions concurrentielles se sont traduites par une réduction du résultat d'exploitation courant sur le trimestre.

En Amérique Latine, le chiffre d'affaires domestique a progressé de 4,9% à périmètre et taux de change constants. La hausse des prix au Brésil et le démarrage de la nouvelle ligne de production en Equateur ont plus que compensé l'effet de la baisse des volumes observée au Chili. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant est resté stable pour la région (-0,6%). Au Venezuela, compte tenu du processus en cours de nationalisation de l'industrie cimentière, nos opérations sont déconsolidées depuis le 1er octobre 2008.

En Afrique, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en solide hausse (17,5%), soutenu par la croissance vigoureuse du marché dans la plupart des pays, la progression globale des prix, ainsi que par la bonne performance de nos opérations, notamment de notre nouvelle usine en Algérie. La maîtrise des coûts, conjuguée aux hausses de prix et à l'amélioration de la performance de nos opérations dans des marchés en croissance ont entraîné une amélioration significative de notre résultat d'exploitation courant (en hausse de 19,5% à périmètre et taux de change constants). Les pays qui ont apporté la contribution la plus importante à cette performance sont l'Algérie, le Kenya et le Nigeria. La région a également pleinement bénéficié de la consolidation des activités cimentières d'Orascom sur la totalité du trimestre, notamment grâce à la bonne performance de la nouvelle usine en Algérie.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant se sont inscrits en hausse de 16,5% et de 40,3% respectivement, à périmètre et taux de change constants. La croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des pays, l'exception principale étant la Malaisie, conjuguée à l'accroissement des prix dans un contexte de hausse des coûts de production, ont contribué à cette amélioration. En Chine, la hausse des volumes par rapport à un faible premier trimestre 2008 ainsi que la fermeture des lignes à voie humide à coûts de production plus élevés ont contribué à cette amélioration des résultats. L'Inde a bénéficié de la vigueur du marché dans la région du nord est, soutenue par une demande vigoureuse en zone rurale et par d'importants travaux d'infrastructure lancés à l'approche des élections. En Malaisie, après la levée du contrôle des prix par le gouvernement en juin 2008, les prix ont augmenté, dans un contexte de hausse des coûts de production.

Granulats et béton

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	Variation à taux de change et périmètre constants
	2009	2008		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	1 097	1 234	- 11,1%	- 18,8%
Résultat d'exploitation courant	(64)	26	-	-

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : €444 millions à fin mars 2009 (€536 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant : €-66 millions à fin mars 2009 (€-17 millions en 2008)

Les volumes se sont inscrits en forte baisse, la crise économique mondiale ayant entraîné un ralentissement du marché de la construction sur la plupart des marchés où nous opérons. De plus, les conditions climatiques défavorables ont amplifié cette tendance négative. Les hausses de prix conjuguées à une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas permis de compenser les effets du déclin des volumes et un effet de mix défavorable.

En Europe Occidentale, l'amélioration des prix dans la plupart des pays et la maîtrise rigoureuse des coûts n'ont pas suffi à compenser les effets de la morosité du marché et des conditions climatiques défavorables.

En Amérique du Nord, les effets de la stricte maîtrise des coûts et de l'amélioration des prix ont été plus qu'absorbés par l'impact de la baisse des volumes liée au ralentissement du marché de la construction, aux conditions climatiques défavorables, et à un effet de mix défavorable.

Dans le reste du monde, les résultats s'inscrivent en légère baisse, reflétant principalement le ralentissement du marché en Europe centrale et de l'est.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : €725 millions à fin mars 2009 (€796 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant : €2 millions à fin mars 2009 (€43 millions en 2008)

La contraction des volumes enregistrée dans la plupart des pays a entraîné une baisse des résultats sur le trimestre. La part accrue, à périmètre constant, de nos produits à valeur ajoutée et une maîtrise des coûts rigoureuse ont permis de limiter l'impact de ce déclin des volumes.

En Europe Occidentale, la conjugaison du ralentissement du marché résidentiel et de conditions climatiques défavorables s'est traduite par une baisse significative des volumes, qui a toutefois été atténuée par l'amélioration des prix et par une bonne maîtrise des coûts.

En Amérique du Nord, l'évolution favorable du mix produits, l'amélioration des prix et une rigoureuse maîtrise des coûts ont limité les effets de la baisse des volumes sur les résultats.

Dans le reste du monde, le résultat d'exploitation courant est resté quasiment stable par rapport à l'année dernière malgré des tendances contrastées d'un pays à l'autre.

Plâtre

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	Variation à taux de change et périmètre constants
	2009	2008		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	349	398	- 12,3%	- 9,2%
Résultat d'exploitation courant	17	20	- 15,0%	+ 0,8%

L'amélioration des prix et une rigoureuse maîtrise des coûts ont compensé, à taux de change constants, l'impact sur le résultat de la baisse des volumes liée au ralentissement généralisé de l'activité de la construction.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires €206 millions à fin mars 2009 (€240 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant : €17 millions à fin mars 2009 (€27 millions en 2008)

L'amélioration des prix dans la plupart des pays et une rigoureuse maîtrise des coûts n'ont pas suffi à compenser les effets de la décélération de l'ensemble des marchés résidentiels.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires €50 millions à fin mars 2009 (€48 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant : €-8 millions à fin mars 2009 (€-15 millions en 2008)

Dans un contexte de poursuite de la baisse des volumes, le rebond des prix observé depuis mi-2008 et les mesures de réduction des coûts ont permis de réduire la perte sur le trimestre par rapport au premier trimestre 2008. Il convient de signaler que le résultat d'exploitation courant intègre, comme par le passé et pour tous les pays, la répartition des frais de siège de Lafarge.

AUTRES PAYS

Chiffre d'affaires €93 millions à fin mars 2009 (€110 millions en 2008)

Résultat d'exploitation courant : €8 millions à fin mars 2009 (€8 millions en 2008)

Dans les autres pays, les résultats sont restés globalement stables, l'amélioration du niveau des prix et la stricte maîtrise des coûts neutralisant l'effet de la baisse généralisée des volumes.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation : €-31 millions (€-25 millions au premier trimestre 2008)

Les plus-values de cession représentent un gain net de 6 millions d'euros contre 2 millions d'euros en 2008.

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 37 millions d'euros, contre 27 millions d'euros en 2008, recouvrant principalement des coûts de restructuration.

Charges financières : €251 millions (€190 millions au premier trimestre 2008)

Les charges financières sur l'endettement net ont augmenté pour atteindre 226 millions d'euros (contre 183 millions d'euros au premier trimestre 2008) reflétant principalement un mois supplémentaire de frais financiers sur la dette d'acquisition d'Orascom Cement (acquisition effectuée le 28 janvier 2008 et n'ayant donc porté intérêt, au cours du premier trimestre 2008, que sur une période de deux mois).

Le taux d'intérêt moyen sur la dette s'est établi à 5,4% au premier trimestre 2009 contre 5,3% au premier trimestre 2008.

Les variations de change ont eu un impact négatif négligeable d'1 million d'euros (impact positif de 23 millions d'euros en 2008).

Les autres charges financières ont légèrement diminué, à 24 millions d'euros contre 30 millions d'euros au premier trimestre 2008.

Quote-part dans les résultats des entreprises associées : €1 million (€-16 millions au premier trimestre 2008)

La perte nette enregistrée en 2008 était liée à la contribution négative de notre participation de 35% dans l'entité Toiture. Au 31 décembre 2008, ces pertes ont ramené à zéro la valeur comptable de notre investissement. Au-delà de ce montant, les pertes n'ont pas été comptabilisées dans la mesure où le Groupe n'a pas d'obligation de les couvrir.

Impôts : €11 millions (€62 millions au premier trimestre 2008)

La baisse du taux d'impôt effectif (20% au premier trimestre 2009 contre 22% en 2008), est liée principalement à l'impact de la consolidation sur trois mois des activités cimentières d'Orascom contre seulement deux mois au premier trimestre 2008, l'acquisition ayant été finalisée le 28 janvier 2008, ainsi qu'à une plus faible contribution des marchés matures, dans lesquels le taux d'imposition est généralement plus élevé.

Intérêts minoritaires : €60 millions (€69 millions au premier trimestre 2008)

L'impact de l'amélioration des résultats dans les pays d'Orascom Cement a partiellement compensé l'effet combiné du rachat des participations minoritaires en Roumanie et en Russie mi-2008 et de la détérioration des résultats dans les autres pays.

Résultat net part du Groupe ⁽¹⁾ : Perte nette de €-17 million (bénéfice net de €150 millions au premier trimestre 2008)

La baisse du résultat net sur le trimestre résulte à la fois de la contraction du résultat d'exploitation résultant de la baisse des volumes en Europe et en Amérique du Nord, et de la hausse des charges financières. La perte nette enregistrée sur le trimestre traduit le traditionnel caractère saisonnier de nos activités, amplifié cette année par des conditions climatiques défavorables en Europe et en Amérique du Nord.

Résultats par action ⁽²⁾ : €-0,08 (€0,69 au premier trimestre 2008)

En conformité avec les règles IFRS, les résultats par action de l'ensemble des périodes présentées ont été ajustés suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (« DPS ») lancée le 2 avril 2009 en appliquant un coefficient de 1,151 au nombre moyen d'action de chaque période. Ce coefficient est le rapport entre le dernier cours de bourse de l'action avant détachement du DPS et le cours théorique ex-droit à la même date.

(1) Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

(2) Retraités, pour l'ensemble des périodes présentées, afin de prendre en compte l'augmentation de capital

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier trimestre ont atteint €-178 millions (€-13 million au 31 mars 2008).

Cette détérioration par rapport à l'année dernière est principalement liée à l'impact de la baisse du résultat d'exploitation.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à €-411 million (contre €-6 109 millions au premier trimestre 2008).

Dans le cadre de notre programme de réduction de la dette en 2009, l'attention portée à la gestion des investissements de maintien nous a permis de les réduire de 55% sur le trimestre, à 75 millions d'euros (165 millions d'euros au premier trimestre 2008).

Les investissements de développement interne ont atteint 321 millions d'euros (244 millions d'euros au premier trimestre 2008). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, au Maroc, en Pologne et au Nigeria, la reconstruction de la cimenterie d'Aceh en Indonésie et les investissements dans de nouvelles capacités en Syrie et en Arabie Saoudite.

En 2008, les opérations de croissance externe reflétaient essentiellement l'acquisition d'Orascom Cement le 23 janvier.

Les cessions, d'un montant de 16 millions d'euros (21 millions d'euros au premier trimestre 2008) sont principalement liées à la cession de petits équipements et de terrains.

Bilan

Au 31 mars 2009, les fonds propres du Groupe s'élevaient à €14 890 millions (€14 635 millions au 31 décembre 2008) **et l'endettement net à €17 680 millions** (€16 884 millions au 31 décembre 2008).

L'augmentation des fonds propres est essentiellement due à l'effet, sans contrepartie de trésorerie, de la conversion en euro des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de l'appréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2008 et le 31 mars 2009 (impact positif de 0,3 milliard d'euros sur nos fonds propres).

L'augmentation de 0,8 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels sur nos flux de trésorerie ainsi que de l'impact négatif de la conversion de notre dette en dollar US en euros à la clôture de la période.

Perspectives pour 2009

Etablir des prévisions est un exercice difficile au regard du niveau élevé d'incertitude de l'économie mondiale et en raison de la traditionnelle saisonnalité du premier trimestre. L'analyse des différents indicateurs économiques a conduit à une actualisation des perspectives de volumes par rapport à nos dernières prévisions, compte tenu de la poursuite du ralentissement en Europe de l'Ouest et de l'Est. En 2009, les volumes de ciment sont maintenant attendus en baisse de -2% à -5%, avec des contrastes importants entre marchés. Les prix devraient rester bien orientés dans l'ensemble, mais la baisse des volumes pourrait peser sur les marges opérationnelles.

Les plans de relance annoncés par les Gouvernements et la part qu'ils donnent aux grands projets d'infrastructures auront un impact positif sur nos marchés. Bien que des signes positifs soient déjà visibles en Chine pour 2009, l'impact significatif sur nos marchés se concrétisera principalement en 2010.

Ce rapport et les informations qu'il contient ne constituent ni une offre de vente ou de souscription, ni une sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription pour des valeurs mobilières aux Etats-Unis ni dans aucun autre Etat.

Les valeurs mobilières mentionnées dans le présent communiqué de presse n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act of 1933 (loi des États-Unis de 1933 sur les valeurs mobilières), tel que modifié, et ne peuvent pas être offertes ou vendues aux États-Unis en l'absence d'un tel enregistrement ou d'une exemption d'enregistrement en vertu du U.S. Securities Act of 1933.

Cette annonce peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée ».

3. Comptes consolidés (non audités)

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>			
Produits des activités ordinaires	3 629	4 000	19 033
Coût des biens vendus	(2 878)	(3 086)	(13 729)
Frais administratifs et commerciaux	(416)	(402)	(1 762)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	335	512	3 542
Plus- (moins-) values de cession	6	2	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(37)	(27)	(409)
Résultat d'exploitation	304	487	3 362
Charges financières	(326)	(236)	(1 157)
Produits financiers	75	46	216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	(16)	(3)
Résultat avant impôts	54	281	2 418
Impôts	(11)	(62)	(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé	43	219	1 939
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(17)	150	1 598
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	60	69	341
Résultats nets par action (euros) ⁽¹⁾			
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
-résultat par action de base	(0,08)	0,69	7,19
-résultat par action dilué	(0,08)	0,68	7,16
Nombre moyen d'actions (milliers)⁽¹⁾	224 224	217 592	222 350

(1) Les périodes présentées ont été ajustées afin de refléter le fait que l'augmentation de capital réalisée en Avril 2009 a été effectuée avec droit préférentiel de souscription. Cf Note 5

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

	31 mars 2009	31 mars 2008	31 décembre 2008
<i>(millions d'euros)</i>			
Résultat net de l'ensemble consolidé	43	219	1 939
Actifs financiers disponibles à la vente	39	(25)	(338)
Couverture des flux de trésorerie	(7)	18	(53)
Gains et pertes actuariels	(84)	-	(384)
Ecarts de conversion	328	(1 176)	(836)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	24	(3)	126
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	300	(1 186)	(1 485)
Résultat global de la période	343	(967)	454
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	258	(955)	148
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	85	(12)	306

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

La variation des actifs financiers disponibles à la vente correspond essentiellement à la variation de la valeur de marché des titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), sur la base du cours de Bourse au 31 mars 2009 qui s'est apprécié par rapport au cours de bourse du 31 décembre 2008. L'écart avec le coût d'acquisition s'élève à -176 millions d'euros au 31 mars 2009 (-207 millions d'euros au 31 décembre 2008). En raison de la forte volatilité sur les marchés financiers, de la période limitée durant laquelle le cours de bourse était inférieur au coût d'acquisition (à compter du 19 juin 2008), cet écart est considéré comme n'étant ni significatif ni prolongé au 31 mars 2009. Par ailleurs, la valeur intrinsèque estimée par le Groupe est supérieure au coût d'acquisition.

Etat de la situation financière consolidée*(millions d'euros)*

	Au 31 Mars		Au 31 décembre
	2009	2008	2008
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	33 660	30 375	32 928
Goodwill	13 755	13 843	13 374
Immobilisations incorporelles	625	447	614
Immobilisations corporelles	17 185	14 041	16 927
Participations dans des entreprises associées	490	312	563
Autres actifs financiers	1 235	1 530	1 147
Instruments dérivés actifs	87	19	122
Impôts différés actifs	283	183	181
ACTIF COURANT	7 221	7 366	7 680
Stocks et travaux en cours	2 242	1 959	2 195
Clients	2 232	2 539	2 320
Autres débiteurs	1 225	1 324	1 351
Instruments dérivés actifs	166	232	223
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 356	1 312	1 591
TOTAL ACTIF	40 881	37 741	40 608
PASSIF			
Capital	781	781	781
Primes	8 437	8 434	8 462
Actions propres	(36)	(48)	(40)
Réserves et résultat consolidés	5 204	4 561	5 225
Autres réserves	(641)	26	(613)
Ecart de conversion	(602)	(1 199)	(905)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	13 143	12 555	12 910
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 747	1 408	1 725
CAPITAUX PROPRES	14 890	13 963	14 635
PASSIF NON COURANT	17 575	16 046	17 043
Impôts différés passifs	874	784	923
Provision avantages du personnel	1 057	709	943
Provisions	1 015	900	976
Passifs financiers	14 566	13 640	14 149
Instruments dérivés passifs	63	13	52
PASSIF COURANT	8 416	7 732	8 930
Provision avantages du personnel	66	55	67
Provisions	155	179	165
Fournisseurs	1 684	1 696	1 864
Autres créditeurs	1 724	1 630	2 039
Impôts à payer	127	127	176
Passifs financiers	4 555	3 985	4 472
Instruments dérivés passifs	105	60	147
TOTAL PASSIF	40 881	37 741	40 608

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	3 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat de l'ensemble consolidé	43	219	1 939
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>			
Amortissements des immobilisations	286	253	1 076
Pertes de valeur des actifs	2	1	276
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(1)	16	3
(Plus)- et moins- value de cession	(6)	(2)	(229)
(Produits) charges financiers	251	190	941
Impôts	11	62	479
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(18)	6	22
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(311)	(404)	(154)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	257	341	4 353
Intérêts reçus/payés	(291)	(198)	(777)
Impôts sur les bénéfices payés	(144)	(156)	(575)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(178)	(13)	3 001
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(409)	(434)	(2 886)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ^{(1) / (3)}	(8)	(5 682)	(6 309)
Investissement dans les entreprises associées	(2)	-	(63)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(5)	-	(11)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	16	21	615
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(3)	(14)	(117)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(411)	(6 109)	(8 771)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital ⁽³⁾	-	5	12
Part provenant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans les augmentations / (diminutions) de capital des filiales	-	-	90
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	-	7	8
Dividendes versés	-	-	(784)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(8)	(14)	(267)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	436	5 482	9 208
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(134)	(284)	(1 094)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	40	891	(1 143)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	334	6 087	6 030

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(255)	(35)	260
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	20	(82)	(98)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 591	1 429	1 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 356	1 312	1 591
(1) Dont trésorerie des entreprises acquises	-	236	306
(2) Dont trésorerie des entreprises cédées	-	-	30
(3) <i>Le prix d'acquisition d'Orascom Cement est présenté sur la ligne "acquisition de titres d'entreprises consolidées" net de l'augmentation de capital souscrite par les principaux actionnaires fondateurs d'OCI dans le cadre de cette acquisition (2 492 millions d'euros). En effet, cette émission d'actions est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée sur la ligne "augmentation de capital".</i>			
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(311)	(404)	(154)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(8)	(129)	(373)
(Augmentation) diminution des clients	123	(108)	206
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(41)	(10)	(292)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(248)	(76)	53
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(137)	(81)	252

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres	Participations ne	Capitaux
									attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	propres
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1er janvier 2008	172 564 575	657 233	691	6 019	(55)	4 411	36	(104)	10 998	1 079	12 077
<i>Résultat global de la période</i>						150	(10)	(1 095)	(955)	(12)	(967)
Dividendes versés									-	(9)	(9)
Augmentation de capital réservée (acquisition d'Orascom Cement)	22 500 000		90	2 402					2 492	-	2 492
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	73 840			5					5	-	5
Paiements fondés sur des actions				8					8	-	8
Actions propres		(63 503)			7				7	-	7
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	350	350
Solde au 31 mars 2008	195 138 415	593 730	781	8 434	(48)	4 561	26	(1 199)	12 555	1 408	13 963
Solde 1er janvier 2009	195 236 534	436 793	781	8 462	(40)	5 225	(613)	(905)	12 910	1 725	14 635
<i>Résultat global de la période</i>						(17)	(28)	303	258	85	343
Dividendes versés									-	(33)	(33)
Augmentation de capital ⁽¹⁾				(31)					(31)	-	(31)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)									-	-	-
Paiements fondés sur des actions				6					6	-	6
Actions propres		(50)			4	(4)			-	-	-
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(30)	(30)
Solde au 31 mars 2009	195 236 534	436 743	781	8 437	(36)	5 204	(641)	(602)	13 143	1 747	14 890

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(1) Le montant figurant sur la ligne "Augmentation de capital" (Note 10) correspond au montant des frais engagés (47 millions d'euros avant impôts).

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est « Lafarge ». La Société a été créée en 1884 sous le nom de « J. et A. Pavin de Lafarge ». Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes « Lafarge S.A. » et « la société mère », utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes « Groupe » ou « Lafarge » font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mai 2009.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2009 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que présentés dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Cette norme introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux segments d'activité primaires définis lors de l'application de la norme IAS 14. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 4.

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée, Coûts d'emprunts
- IFRS 2 révisée, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations
- IAS 32 et IAS 1 révisées, Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation
- IFRS 1 et IAS 27 révisées, Eléments relatifs à la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14 : IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Améliorations des normes IFRS sauf pour IFRS 5 applicable au 1^{er} juillet 2009

Les principes appliqués ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application de l'interprétation IFRIC12 – Concessions de service, obligatoire aux exercices ouverts au 30 mars 2009 et endossée par l'Union Européenne est sans incidence sur les comptes du Groupe.

Les normes et interprétations, présentées ci-après, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne seront sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe:

- IFRS 7 révisée, Améliorations des informations à donner sur les instruments financiers
- IFRIC 15, Accords pour la construction d'un bien immobilier
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

2.2 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principales opérations de la période

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Lafarge, réunie le 31 mars 2009, a approuvé l'ensemble des résolutions proposées aux actionnaires dont celle permettant le lancement d'une augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription dont les modalités ont été annoncées le 1^{er} avril. La période de souscription était ouverte du 2 avril au 15 avril 2009 inclus. Les modalités et résultats de cette augmentation de capital sont présentés en Note 10. Evénements postérieurs à la clôture.

Note 4. Information par secteur

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et d'autres produits et services pour l'activité de revêtement routier.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur « Autres ». Ce secteur inclut également les résultats des mises en équivalence liés à notre participation dans Monier (activité toiture).

La direction évalue la performance des secteurs sur la base:

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et,
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

(a) Information par secteur

31 mars 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 335	1 097	349	3	3 784
Moins : inter-branche	(149)	(1)	(5)	-	(155)
Produits des activités ordinaires	2 186	1 096	344	3	3 629
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	384	(64)	17	(2)	335
Plus- (moins-) values de cession	1	-	5	-	6
Autres produits (charges) d'exploitation	(28)	(3)	(1)	(5)	(37)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>		<i>(2)</i>
Résultat d'exploitation	357	(67)	21	(7)	304
Charges financières					(326)
Produits financiers					75
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	-	-	-	1
Impôts					(11)
Résultat net de l'ensemble consolidé					43
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(189)	(65)	(20)	(12)	(286)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	2	15	5	(8)	14
Investissements industriels	319	72	14	4	409
Capitaux investis	26 168	5 652	1 545	854	34 219
Bilan					
Actifs sectoriels	29 570	6 933	1 899	1 943	40 345
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>334</i>	<i>21</i>	<i>119</i>	<i>16</i>	<i>490</i>
Actifs non alloués ^(a)					536
Total actif					40 881
Passifs sectoriels	2 443	1 163	383	1 839	5 828
Passifs non alloués ^(b)					35 053
Total passif					40 881

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 mars 2008 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 554	1 234	398	3	4 189
Moins : inter-branche	(180)	(2)	(6)	(1)	(189)
Produits des activités ordinaires	2 374	1 232	392	2	4 000
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	469	26	20	(3)	512
Plus- (moins-) values de cession	2	-	-	-	2
Autres produits (charges) d'exploitation	(15)	(1)	(7)	(4)	(27)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	-	(1)	-	-	(1)
Résultat d'exploitation	456	25	13	(7)	487
Charges financières					(236)
Produits financiers					46
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	3	4	(28)	(16)
Impôts					(62)
Résultat net de l'ensemble consolidé					219
Autres informations					
Dotations aux amortissements des immobilisations	(164)	(62)	(19)	(8)	(253)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	5	2	(8)	(3)	(4)
Investissements industriels	309	87	25	13	434
Capitaux investis	23 759	4 722	1 472	1 059	31 012
Bilan					
Actifs sectoriels	26 896	5 980	1 844	2 159	36 879
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	122	58	107	25	312
Actifs non alloués ^(a)					862
Total actif					37 741
Passifs sectoriels	2 597	1 087	363	1 248	5 295
Passifs non alloués ^(b)					32 446
Total passif					37 741

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2008 (millions euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	11 720	6 580	1 546	29	19 875
Moins : inter-branche	(809)	(7)	(25)	(1)	(842)
Produits des activités ordinaires	10 911	6 573	1 521	28	19 033
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 964	623	36	(81)	3 542
Plus- (moins-) values de cession	228	(3)	-	4	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(294)	(70)	(9)	(36)	(409)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(221)</i>	<i>(52)</i>	<i>(3)</i>		<i>(276)</i>
Résultat d'exploitation	2 898	550	27	(113)	3 362
Charges financières					(1 157)
Produits financiers					216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	15	4	13	(35)	(3)
Impôts					(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 939
Autres informations					
Dotations aux amortissements des immobilisations	(700)	(260)	(80)	(36)	(1 076)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	10		(3)	(44)	(37)
Investissements industriels	2 109	556	144	77	2 886
Capitaux investis	25 547	5 503	1 484	731	33 265
Bilan					
Actifs sectoriels	28 748	6 995	1 866	2 473	40 082
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>359</i>	<i>21</i>	<i>119</i>	<i>64</i>	<i>563</i>
Actifs non alloués ^(a)					526
Total actif					40 608
Passifs sectoriels	2 601	1 273	398	1 958	6 230
Passifs non alloués ^(b)					34 378
Total passif					40 608

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments financiers et capitaux propres

(b) Autre information : information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées. Ils incluent l'allocation provisoire par région du prix d'acquisition d'Orascom Cement à chaque fin de période.

	31 mars 2009		31 mars 2008		31 décembre 2008	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	1 107	7 695	1 506	7 630	6 021	7 478
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	580	2 662	686	2 401	2 721	2 641
<i>Espagne</i>	96	1 189	182	942	671	1 183
<i>Royaume-Uni</i>	195	1 557	311	2 018	1 191	1 529
Amérique du Nord	533	6 173	655	5 284	4 270	5 964
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis</i>	332	5 080	381	4 254	2 215	4 876
<i>Canada</i>	201	1 093	274	1 030	2 055	1 088
Moyen Orient	426	6 334	269	5 305	1 611	6 197
<i>Egypte</i>	185	2 792	106	2 237	504	2 744
Europe centrale et de l'est	175	1 811	318	1 643	1 761	1 920
Amérique latine	207	1 038	233	1 069	968	1 030
Afrique	622	5 475	551	4 708	2 373	5 325
<i>Algérie</i>	116	3 714	64	3 322	361	3 602
Asie	559	3 529	468	3 004	2 029	3 564
Total	3 629	32 055	4 000	28 643	19 033	31 478

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 31 Mars 2009 et 2008 et pour le 31 décembre 2008 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(17)	150	1 598
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	224 224	217 592	222 350
Effet dilutif des stock-options	41	1 850	846
Nombre moyen d'actions - dilué	224 265	219 442	223 196
Résultat par action (euros)	(0,08)	0,69	7,19
Résultat dilué par action (euros)	(0,08)	0,68	7,16

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens d'actions en circulation relatifs à la période en cours au 31 mars 2009 ainsi qu'aux périodes comparatives présentées ont été ajustés afin de refléter le fait que l'augmentation de capital du Groupe, réalisée en avril 2009 (cf. Note 10), ait été effectuée sous la forme d'une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription à un cours inférieur au cours du marché. Les nombres moyens d'actions utilisés pour déterminer les résultats de base et dilué par actions, présentés dans le tableau ci-dessus, ont ainsi été ajustés du rapport entre le dernier cours de bourse de l'action Lafarge avant détachement du droit préférentiel de souscription, soit 31,91 euros, et ce cours après détachement du droit de 4,19 euros, soit 27,72 euros.

Hors prise en compte de cet ajustement, le calcul des résultats de base et dilué par action est le suivant :

	3 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	194 800	189 039	193 172
Effet dilutif des stock-options	36	1 607	735
Nombre moyen d'actions - dilué	194 836	190 646	193 907
Résultat par action (euros)	(0,09)	0,79	8,27
Résultat dilué par action (euros)	(0,09)	0,79	8,24

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars		31 décembre
	2009	2008	2008
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	14 450	13 525	14 003
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	116	115	146
Passifs financiers, part à plus d'un an	14 566	13 640	14 149
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	4 331	3 630	4 278
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	224	355	194
Passifs financiers, part à moins d'un an	4 555	3 985	4 472
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	18 781	17 155	18 281
Total options de vente octroyées aux minoritaires	340	470	340
Total passifs financiers	19 121	17 625	18 621

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars		31 décembre
	2009	2008	2008
A plus de cinq ans	4 612	4 315	4 571
A plus d'un an et moins de cinq ans	9 838	9 210	9 432
Part à plus d'un an	14 450	13 525	14 003
Part à moins d'un an	4 331	3 630	4 278
Total	18 781	17 155	18 281

Au 31 mars 2009, 775 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an (essentiellement des billets de trésorerie et des financements court terme) ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme. Par ailleurs, le tirage de 1 500 millions d'euros effectué sur la ligne de crédit syndiquée de 1 825 millions d'euros dont la maturité finale est juillet 2012 est également classé en passif financier à plus d'un an.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés au bilan en passif non courant dans la rubrique « Passifs financiers ». La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en « augmentation des passifs financiers à plus d'un an » si elle est positive et en « remboursements des passifs financiers à plus d'un an » si elle est négative. La variation nette de ces passifs est de +251 millions d'euros au 31 mars 2009 (+577 millions d'euros au 31 mars 2008 et +831 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2009 à 4,1% (5,3% au 31 mars 2008, 5,7% au 31 décembre 2008).

Evènements récents

Le 18 février 2009, a été signé auprès de six banques un nouveau prêt bancaire de 1 milliard d'euros pour une durée de deux ans, à compter du premier tirage (cf. Note 10). Ce tirage doit intervenir au plus tard le 30 juin 2009. Il est conditionné au remboursement préalable par Lafarge de 1,6 milliards d'euros sur les 2,6 milliards d'euros des tranches A1 / A2 de la ligne de crédit de 7,2 milliards d'euros mise en place en décembre 2007 pour l'acquisition d'Orascom Cement. Cette nouvelle ligne de crédit est assortie d'un test de levier financier au 30 juin 2010 ouvrant la possibilité, à l'option de chacun des prêteurs, d'obtenir le remboursement de sa quote-part du prêt, dans l'hypothèse où le test de levier financier ne serait pas passé.

L'encaissement le 28 avril 2009 du produit net de l'augmentation de capital (cf. Note 10) a été affecté au remboursement immédiat de la totalité du solde de la tranche A1 soit 300 millions d'Euros et d'un montant de 1,15 milliards d'euros sur la tranche A2. Le solde de la tranche A2 s'établit donc après ce remboursement à 1,15 milliards d'euros. Comme annoncé le 20 février 2009, il est prévu de rembourser ce montant au plus tard le 30 juin 2009, notamment par l'utilisation totale ou partielle de la nouvelle ligne de crédit de 1 milliard d'euros mentionnée ci-dessus. Le remboursement complet du solde de la tranche A2 fera disparaître le covenant financier lié à la ligne de crédit contractée pour le financement de l'acquisition d'Orascom Cement.

Programme de cession de créances (titrisation)

En janvier 2000, le Groupe a conclu en France un programme pluriannuel de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le programme a été reconduit en 2005 pour une période de 5 ans.

Dans le cadre de ce programme, certaines filiales françaises ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 235 millions d'euros au 31 mars 2009 (265 millions d'euros au 31 mars 2008 et 261 millions d'euros au 31 décembre 2008).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 204 millions d'euros au titre de ces programmes au 31 mars 2009 (230 millions d'euros au 31 mars 2008 et 227 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les programmes font l'objet de dépôts subordonnés s'élevant à 31 millions d'euros au 31 mars 2009 (35 millions d'euros au 31 mars 2008 et 34 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Le Groupe ne détient pas de titres des véhicules de titrisation.

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 383 millions d'euros en valeur 31 mars 2009 (398 millions d'euros au 31 décembre 2008).

En 2009 et 2010, une partie de ces options est exerçable pour des montants respectifs, en valeur 31 mars 2009, de 237 millions d'euros et 30 millions d'euros. Le solde, soit 116 millions d'euros, est exerçable à partir de 2011.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 340 millions d'euros au 31 mars 2009 et 340 millions d'euros au 31 décembre 2008, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 232 millions d'euros au 31 mars 2009 et 232 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Note 7. Dividendes distribués

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre de l'exercice 2007 ainsi que le montant par action au titre de l'exercice 2008 proposé par le Conseil d'administration pour approbation en Assemblée générale ordinaire le 6 mai 2009.

(en euros, sauf indication contraire)	2008 voté en 2009*	2007 voté en 2008
Dividende total payé (en millions d'euros)	393**	784
Dividende par action	2,00	4,00
Dividende majoré par action	2,20	4,40

* Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers.

** Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 194,799,741 actions.

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Europe – Plâtre: Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge a déposé un pourvoi devant la Cour de Justice des Communautés européennes. La décision sur ce pourvoi ne devrait pas intervenir avant 2010.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Lafarge Zement estime que le montant de l'amende est disproportionné au regard des faits et a formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Le 15 août 2007, Lafarge Zement s'est partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt et a en conséquence payé un montant de 16 millions d'euros en date du 2 novembre 2007. La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel devrait intervenir en 2009. Aucun paiement supplémentaire ou garantie n'est dû avant la décision du tribunal. La recevabilité au fonds d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts pourra dépendre de l'issue de cette procédure. Une telle action de groupe est actuellement pendante devant le tribunal de Düsseldorf.

Une provision globale de 300 millions d'euros avait été comptabilisée en 2002 au titre des deux litiges au niveau européen et allemand décrits ci-dessus. Suite au paiement de 16 millions d'euros par Lafarge Zement le 2 novembre 2007, une reprise sur provision correspondante a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2007. La provision a été augmentée de 36 millions d'euros au 30 juin 2008 suivant la décision du tribunal de première instance à Luxembourg le 8 juillet 2008. Au 31 mars 2009, cette provision s'élève à 320 millions d'euros. Des provisions supplémentaires ont été passées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003

au titre des intérêts courus sur une partie de ces sommes, pour un montant total de 74 millions d'euros au 31 mars 2009.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

En Novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections chez plusieurs cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade préliminaire de l'enquête, pour laquelle aucun délai strict n'est prévu.

En Grèce, des enquêtes ont été ouvertes par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2007. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.

Etats-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des demandes collectives (class actions) ont été déposées auprès du Tribunal fédéral de l'Etat de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. ainsi que d'autres défendeurs sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane, du fait d'une barge qui aurait provoqué la rupture de la digue du Industrial Canal à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le gouvernement des Etats-Unis. Au cours du troisième trimestre 2009, le Tribunal devrait statuer sur l'existence ou non d'un groupe qualifié pour mener une action de groupe.

De plus, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., la American Steamship Owners Mutual P&I Association, a saisi le Tribunal fédéral de l'Etat de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement déclaratif sur le fait que les demandes collectives ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entraîne pas dans le champ d'application de leur police d'assurance.

Notre filiale Lafarge North America Inc oppose une défense vigoureuse à ces actions ainsi qu'aux demandes collectives. Lafarge North America Inc estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur les résultats de ses opérations, sur les flux de trésorerie, ainsi que sur sa situation financière.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou ont eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Augmentation de capital

Comme indiqué en Note 3, Lafarge a procédé à une augmentation de capital de 1,5 milliards d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription dont la période de souscription s'est étalée du 2 avril 2009 au 15 avril 2009 inclus. 90 109 164 actions nouvelles au prix unitaire de 16,65 euros (soit un nominal de 4,00 euro et une prime d'émission de 12,65 euros), à raison de 6 actions nouvelles pour 13 existantes, ont été offertes.

Le prix de souscription fixé correspond à une décote de 46,2% par rapport au cours de clôture de l'action Lafarge au 30 mars 2009 corrigé du dividende proposé de 2,00 euros par action au titre de l'exercice 2008, auquel les actions nouvelles n'ouvrent pas droit. Cette même décote ressort à 37% sur la base du cours théorique ex-droits également ajusté du dividende proposé au titre de l'exercice 2008.

Le Groupe a annoncé le 24 avril 2009 la réalisation de cette augmentation de capital au titre de laquelle les demandes de souscription ont atteint environ 2,6 milliards d'euros, soit un taux de souscription de 172%.

Le produit brut de l'émission s'élève à 1 500 millions d'euros (dont 1 140 millions d'euros de prime d'émission). Le règlement-livraison ainsi que la cotation des actions nouvelles ont eu lieu le 28 avril 2009.

L'encaissement le 28 avril 2009 du produit net de l'augmentation de capital a été affecté au remboursement immédiat de la totalité du solde de la tranche A1 soit 300 millions d'euros et d'un montant de 1,15 milliards d'euros sur la tranche A2. Le solde de la tranche A2 s'établit donc après ce remboursement à 1,15 milliards d'euros. Comme annoncé le 20 février 2009, il est prévu de rembourser ce montant au plus tard le 30 juin 2009, notamment par l'utilisation totale ou partielle de la nouvelle ligne de crédit de 1 milliard d'euros mentionnée en Note 6. Le remboursement complet du solde de la tranche A2 fera disparaître le covenant financier lié à la ligne de crédit contractée pour le financement de l'acquisition d'Orascom Cement.

Désinvestissements

Le Groupe a annoncé le 4 mai 2009 la cession de ses activités Ciment, Béton et Granulats dans les régions de Marmara et de la Mer Noire en Turquie au premier producteur cimentier turc, OYAK Cement Group, pour une valeur d'entreprise de 163 millions d'euros.

Le Contrat de Cession concerne 97,3% de Lafarge Aslan et de ses filiales, dont Lafarge Eregli, détenu à 98,65%, et Lafarge Béton, détenu à 97,95%. Il sera soumis à l'approbation du Conseil de la concurrence turc.

Le Groupe a également annoncé le 4 mai 2009 la cession de ses activités d'asphalte dans les provinces maritimes du Canada à la Municipal Enterprise Company de Halifax, ainsi que de ses opérations Béton et Granulats dans la région de Zürich, en Suisse, au groupe Eberhard, pour un total de 69 millions d'euros.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme de désinvestissement de 1 milliard d'euros en 2009 annoncé par le Groupe.